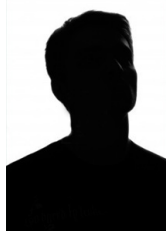


VOUS ÊTES ICI : HOME

M. DIDIER BLANC



## DISCIPLINE(S)

Droit public

## DISCIPLINE(S) ENSEIGNÉE(S)

Institutions  
Institutions  
Droit  
Droit des relations extérieures

internationales  
européennes  
européen

## CORPS

Professeur des universités

## FICHER(S) À TÉLÉCHARGER

- [CV Didier Blanc](#) (DOCX, 161 Ko)

## ACTIVITÉS / CV

### CURRICULUM VITAE

**2018** - Professeur de droit public, Université Toulouse I Capitole  
**2014-2018** Professeur de droit public, Université de La Réunion  
**2011-2014** Maître de conférences en droit public, Université de Perpignan *Via Domitia*  
**1999-2011** Maître de conférences en droit public, Université de Versailles Saint-Quentin  
**1999** Docteur en droit public de l'Université Paris II Panthéon-Assas : *L'institution parlementaire face à la fonction législative communautaire. Aspects du déficit démocratique*, thèse dirigée par Mario Bettati.

#### A - Ouvrages personnels

- *Guide du droit de l'Union européenne*, Paris, Ellipses, 2008, 256 p.  
- *L'Union européenne. Aspects institutionnels et politiques*, Paris, Ellipses, coll. Optimum, 2006, 352 p.  
- *Les Parlements européen et français face à la fonction législative communautaire. Aspects du déficit démocratique*, Paris, L'Harmattan, 2004, 527 p.

#### B - Direction d'ouvrages collectifs

- *L'Union européenne dans l'océan Indien, un modèle de puissance, une puissance modèle ?* J. Dupont-Lassalle (codir.) Paris, coll. Actes de la Revue du droit de l'Union européenne, 2018, 328 p. (Avant-propos, pp. 3-4).  
- *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre unité constitutionnelle et diversité législative dans la République*, F. Cafarelli (codir.), Aix-Marseille, PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2018, 260 p.

- *Age(s) et droit(s)*, Paris, Institut universitaire Varenne, Colloques & Essais, 2016, 252 p.
- *Institutions européennes*, B. Boissard (codir.), Miskolc, Miskolc University Press, 2008, 406 p.

## Revue

### A - Coordination

Coordination du dossier consacré au Soixantième anniversaire du traité de Rome pour la *Revue de l'Union européenne* (n°613 à 623), réunissant plus de 50 auteurs.

### B - Articles (depuis 2010)

#### Droit institutionnel de l'Union européenne

« Le contrôle parlementaire national et européen à l'épreuve de la crise économique et financière (2008-2018) », in H. Hernandez Bayter et M. Trédez-Lopez (dir.), *Le renouveau parlementaire : dix ans d'action et de discours (2008-2018)*, Paris, L'Harmattan, à paraître (22 p.).

« Le Parlement européen : la paix institutionnalisée », in L. Potvin-Solis (dir.), *L'Union européenne et la paix : quelles avancées vers une fédération européenne ?* Bruxelles, Bruylant, coll. Colloques Jean Monnet, à paraître (26 p.).

" La parole du Conseil européen : de *lexis en praxis*, quand dire c'est faire", in O. Desaulnay (dir.), *La parole en droit public*, Le Mans, Éditions L'épilogue, coll. L'Unité du Droit, à paraître (21 p.).

« La parlementarisation de la fonction législative dans l'Union européenne », in I. Bosse-Platière (dir.), *La parlementarisation des processus d'intégration régionale*, Rennes, PUR, coll. Droits européens, à paraître (25 p.).

« L'Union européenne devant le Parlement français : XIV<sup>ème</sup> législature (2012-2017) - Sessions parlementaires 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 », *Europe*, 2017, n°11, pp. 6-18.

« Le contrôle parlementaire des propositions de directives en France sous la XIV<sup>ème</sup> législature (2012-2017) », *Rev. UE*, 2017, n° 611, pp. 462-472.

« L'Union européenne devant le Parlement français : XIV<sup>ème</sup> législature (2012-2017) - Sessions parlementaires 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 », *Europe*, 2017, n°6, pp. 6-17.

« L'exclusion du Conseil européen de la fonction législative : la lettre et l'esprit », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2017, n° 1, pp. 9-22.

« Citoyenneté européenne et nationalité. La politique sans le politique », in J. Knetsch et E. Ralser (dir.), *Nationalité française et océan Indien*, Paris, Société de législation comparée, coll. Colloques, vol. 30, 2017, pp. 173-197.

« La simplification législative du droit de l'Union européenne », in D. Bert, M. Chagny et A. Constantin (dir.), *La simplification du droit. Recherches à la confluence de la légistique et de la pratique*, Paris, Institut universitaire Varenne, Colloques & Essais, 2015, pp. 79-101.

« Le 'principe de permanence' à l'oeuvre. Concordance des temps de la déclaration Schuman au traité de Lisbonne », in *Mélanges Joël Molinier*, Paris, LGDJ, 2012, pp. 39-52.

« Le triangle amoureux comme métaphore du triangle institutionnel ou le Parlement européen hors du placard », in *Réalisations et défis de l'Union européenne. Mélanges en hommage à Panayotis Soldatos*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 11-26.

« Dix ans de gouvernance européenne : quel bilan à tirer ? », in J. Rios Rodriguez et G. A. Oanta (dir.), *Le droit public à l'épreuve de la gouvernance*, Perpignan, PUP, 2012, pp. 133-147.

« La fonction législative communautaire : la loi concurrencée », in F. Péraldi-Leneuf (dir.), *La légistique dans le système de l'Union européenne : quelle nouvelle approche ?* Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 45-64.

« Le Parlement européen législateur », in M. Blanquet (dir.), *La prise de décision dans le système de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 91-126.

« 9 novembre 1989-1<sup>er</sup> décembre 2009 : la démocratisation de l'Union européenne », *Studia Universitatis Petru Maior, Historia*, 2010, n°10, pp. 194-198.

#### Droit matériel de l'Union européenne

« L'influence du droit de l'Union européenne dans le cadre de la reconnaissance juridique des personnes en situation de handicap », *RDLF* 2016, chron. n°21, 18 p. ([www.revuedlf.com](http://www.revuedlf.com))

« Les agences Europol et Eurojust et la lutte contre le terrorisme », in E. Saulnier-Cassia (dir.), *La lutte contre le terrorisme dans la jurisprudence et les normes de l'Union européenne*, Paris, LGDJ, 2014, pp. 103-125.

« L'Euratom et la constitution d'une Europe de l'énergie nucléaire : une politique publique à la vitalité paradoxale », in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 95-108.

« L'Union européenne face au handicap. Les tâtonnements d'une politique publique volontariste », in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et handicap*, Paris, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2010, pp. 91-111.

« Les fonds structurels européens : un modèle d'intégration territoriale », *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, 2010, n°535, pp. 87-90.

#### Droit européen de l'outre-mer

« La coopération régionale dans l'océan Indien au prisme de l'Union européenne : entre décentralisation et déconcentration - La Réunion - Mayotte », *Paris, L'Harmattan, coll. Outremer*, à paraître (11 p.).

« L'Union européenne et ses outre-mer : quand l'exception devient commune », in E. Carpano et G. Marti (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, Rennes, PUR, coll. Droits européens, à paraître (21 p.).

« L'Union européenne, un espace de solidarité pour ses outre-mer intégrés », in F. Faberon (dir.), *L'Union*

européenne et ses outre-mers : quelle communauté de destin ? Aix-Marseille, PUAM, pp. 29-44.  
« L'approche globale de l'Union européenne dans la lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien : un modèle de coopération sécuritaire comme instrument de développement », in Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland, *Dire l'océan Indien*, Saint-Denis, Université de La Réunion - Épica Editions, 2017, vol. 2, pp. 349-367.  
« La lutte de l'Union européenne contre la piraterie maritime dans l'océan Indien », *Rev. UE*, 2016, n°603, pp. 610 - 617.  
« La coopération territoriale européenne dans l'océan Indien. Une contribution à l'indianocéanie ? Si loin, si proches », *Rev. UE*, 2017, n°607, pp. 204-211.

#### **Droit européen de la santé**

« Qualité et libre circulation des produits de santé en droit de l'Union européenne », *Revue de droit sanitaire et social*, 2014, n°6, pp. 1031-1038.  
« La planification des services de santé et le droit de l'Union européenne. Vers la reconnaissance d'une 'exception sanitaire' ou l'intégration de la santé au marché », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2013, n°2, pp. 217 - 238.  
« La compatibilité de la planification sanitaire avec le droit de l'Union européenne », in J.-F. Calmette (dir.), *La santé publique à l'épreuve de la rareté*, Aix-en-Provence, PUAM, coll. Droit de la santé, 2013, pp. 71-87.  
« Environnement et santé humaine : l'association de politiques publiques au service d'une législation européenne ambitieuse », *L'Europe Unie*, 2012, n°6, pp. 167-174.

#### **Contentieux de l'Union européenne**

« L'arrêt *Costa* appréhendé par la doctrine contemporaine », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2017, n°1, pp. 121 - 137.  
« Ombres et lumières portées sur la procédure du recours "en manquement sur manquement" : la Commission entre Tribunal et Cour de justice », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2015, n°2, pp. 285-299.  
*Les Grands arrêts du droit de l'Union européenne*, C. Boutayeb (dir.), Paris, LGDJ, coll. Les grandes décisions, 2014 (16 arrêts)  
« Les procédures du recours en manquement, le traité, le juge et le gardien : entre unité et diversité en vue d'un renforcement de l'Union de droit », in S. Mahieu, (dir.), *Contentieux de l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 425-457.

#### **Droit constitutionnel**

«Le cinquantième anniversaire de la Constitution de l'île Maurice : le syncrétisme constitutionnel d'une jeune République », *RFDC*, 2019, (à paraître), 13 p.  
« Au Panthéon des principes, la laïcité reconnaissante », n° spécial Patrimoines et religions, *Petites Affiches*, 31 mars 2017, n° 65, pp. 9 - 18.  
« La responsabilité politique du gouvernement français du fait de son action européenne : vingt ans de résolutions européennes de l'article 88-4 C. (1993-2013) », in P.-Y. Monjal, C. Geslot et J. Rosseto (dir.), *La responsabilité politique des exécutifs des Etats membres du fait de leur action européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 201 - 216.  
« La figure du président dans les cinémas français et américain », in J. Rios et P. Ségur (dir.), *Cinéma, droit et politique*, CinémAction, 2016, n°158, pp. 50-56 (version longue en ligne : *Revue juridique de l'Océan Indien*, 2015, n° 20, pp. 95 - 115).  
« Le rôle des assemblées parlementaires en France au titre de l'article 88-4 de la Constitution. Essai d'identification entre au-delà et en deçà », *Revue des affaires européennes*, 2015, n° 3, pp. 497-510.  
« La sanctuarisation constitutionnelle : la protection malgré elles des générations futures », in J.-P. Markus (dir.), *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures?* Paris, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2012, pp. 113 - 128.  
« L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : l'hypothèque constitutionnelle française », *Rev. UE*, 2011, n° 549, pp. 391 - 394.  
« Les changements de l'Etat de droit : les quatre saisons du contrôle de constitutionnalité des lois en France », *Curentul Juridic*, 2010, n°2, vol. 41, pp. 13-24.  
« La Constitution française et le traité de Lisbonne : *bis in idem* », *Annales de l'Université Constantin Brancusi*, 2010, n°1, Targu-Jiu (Roumanie), pp. 83-96.

#### **Droit administratif**

« L'action extérieure des collectivités d'outre-mer » (avec F. T. Rakotondrahaso) in H. Pongérard-Payet, *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mer*, Paris, L'Harmattan, coll. Outremer, à paraître (16 p.), rédaction de l'introduction et de la seconde partie.  
« La loi n° 2016-1657 du 5 décembre 2016 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional : instrument d'une diplomatie ultramarine ? », *Actualité juridique droit administratif*, 2018, n°4, pp. 208-214.  
« Les naissances du droit public. Une généalogie en forme de trilogie », *Revue du droit public*, 2017, n° 6, pp. 1561 - 1580.  
Note de jurisprudence administrative, Collectivité territoriale, *Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI)*, 2017, n°24, (TA de Mayotte, 26 mai 2016, Mme Djihadi Soilihi et autres, req. 1600264, 1600266, 1600272, 1600273, 1600294, 1600338 et 1600341 ; 26 mai 2016, Préfet de Mayotte, req. 1600293), RJOI en ligne.  
Note de jurisprudence administrative, Collectivité territoriale, *RJOI*, 2016, n°23, pp. 51-57 (TA de Saint-Denis, 12

novembre 2015, Commune du Tampon, req. n°1400781 ; 25 août 2015, Département de La Réunion, req. n°1400092).

### Chroniques

Direction de la chronique « Les politiques publiques internes de l'Union européenne », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2018, n°2, pp. 92-140.

Rédaction de la chronique « L'Union européenne devant le Parlement français », revue mensuelle du Jurisclasseur *Europe* depuis 2017 :

- Europe, 2018, n°11 (sessions parlementaires 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017) ;

- Europe 2017, n°6 (sessions parlementaires 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014).

- Rédaction pour la chronique de jurisprudence administrative de la *Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI)* d e p u i s 2 0 1 5 :

- RJOI, 2018-1 en ligne (<https://www.rjoi.fr/index.php?id=7466#tocto1n1>) ;

- RJOI 2016, n°23, pp. 51-57.